

UNE ACTION FONDÉE SUR LA SOMME DES CONNAISSANCES ET DES EXPÉRIENCES NATIONALES

73048 v2

La croissance soutenue de nombreux pays en développement a permis à des centaines de millions de gens d'échapper à la pauvreté au cours de la dernière décennie. Durant les cinq années qui ont suivi le déclenchement de la crise économique mondiale, les pays en développement se sont mieux tirés d'affaire que les pays développés. Les progrès économiques sensibles de plusieurs pays à revenu intermédiaire ont aidé le monde en développement pendant cette période d'incertitude budgétaire. Ces pays constituent toujours des modèles — et des donateurs potentiels — pour les pays à faible revenu.

Dans les pays d'Europe à revenu élevé, d'importantes mesures structurelles, budgétaires et monétaires ont contribué à améliorer sensiblement l'humeur du marché au cours de l'exercice. Cependant, les tensions se sont propagées récemment sous l'effet de dérapages budgétaires, du déclassement de certaines banques et du climat d'incertitude politique qui s'est installé dans la zone euro. Ce regain de tensions nous rappelle brutalement que les effets de la crise financière de 2008–09 n'ont pas encore fini de se faire sentir et que la volatilité et l'incertitude sont là pour rester.

La pauvreté reste endémique dans la plus grande partie du monde. Au cours de l'exercice 12, le ralentissement de la croissance des marchés d'exportation a réduit les possibilités de création d'emplois et de croissance économique. La baisse des revenus de millions de travailleurs migrants a réduit les transferts de fonds qui constituent une source importante de revenus pour les pays en développement. Les prix des aliments restent volatils, les catastrophes naturelles continuent de détruire des vies et des communautés, des femmes et des filles sont toujours marginalisées et pénalisées, des millions de personnes n'ont pas accès à l'eau et aux services d'assainissement, et au moins un milliard d'êtres humains se couchent le ventre vide tous les soirs.

Pour aider à relever ces défis, la Banque mondiale travaille en étroite collaboration avec ses partenaires au renforcement du capital humain et à l'instauration d'un climat favorable à l'activité des entreprises nationales et étrangères ; elle s'emploie à définir les avantages comparatifs des divers pays et à tirer parti des occasions qu'ils présentent, et elle cherche des moyens de réduire les effets des catastrophes naturelles et du changement climatique et de s'y adapter.

L'institution met plus que jamais l'accent sur la mise en œuvre de son programme de modernisation axé sur les résultats, la responsabilité et l'ouverture, tant en interne que dans les pays où elle intervient. La Banque est aujourd'hui un modèle de transparence grâce à la décision prise il y a deux ans de mettre ses archives à la disposition du public. Des portails de données très fréquentés et des outils de consultation en ligne permettent d'accéder facilement à ses données et connaissances, et de les utiliser.

PRODUCTION, COLLECTE ET PARTAGE DU SAVOIR

La Banque mondiale est le premier producteur au monde de connaissances et d'expérience sur le développement. Ses travaux de recherche, ses données et ses plateformes de partage du savoir éclairent non seulement ses opérations, mais aussi les activités des décideurs, des chercheurs et de la société civile partout dans le monde.

Au cours de l'exercice 12, la Banque, soucieuse d'aider les chercheurs du monde entier à réaliser leurs propres études stratégiques sur les politiques publiques, a mis sur pied une nouvelle équipe en charge des outils informatiques constituée de spécialistes en programmation et en économétrie avancée ayant une expérience des systèmes d'information géographique.

Dans le droit fil du rôle de liaison qu'elle joue au plan mondial, la Banque investit chaque année environ 3 millions de dollars dans six nouvelles plateformes de partage du savoir qui lui permettent de mettre



Éthiopie

Photo : Stephan Bachenheimer

à l'épreuve ses méthodes de promotion de l'ouverture et de la collaboration. Lancées durant l'exercice 12, les trois premières portaient sur l'urbanisation, la croissance verte et les technologies de l'information et de la communication (TIC). Trois autres consacrées à l'emploi, à la nutrition, l'agriculture et la sécurité alimentaire, et aux États fragiles, touchés par un conflit ou en proie à la violence ont été mises en place depuis. Chacune de ces plateformes représente une nouvelle approche de la gestion des liens au sein même de l'organisation et avec un réseau international de centres de recherche, d'établissements universitaires, de groupes de réflexion, de spécialistes et d'opérateurs privés.

Bien que la Banque mondiale justifie d'une longue expérience en matière de collaboration, ces plateformes s'inscrivent dans le cadre des initiatives de vaste portée lancées par l'institution pour élargir les partenariats dans le domaine du savoir et promouvoir une approche encore plus ouverte de l'aide au développement.

Deux ans après avoir mis ses énormes bases de données à la disposition du public, la Banque mondiale a rassemblé plus de 5 000 ouvrages, rapports, articles de recherche et études dans un répertoire aisément accessibles aux moteurs de recherche, qui permet au public de consulter des documents, de les distribuer, de les réutiliser et de les exploiter, y compris dans un contexte commercial. Ce répertoire, lancé en avril 2012, constitue « le point d'entrée » vers la plupart des données de recherche et des produits d'information de la Banque ; il offre à toute personne intéressée un accès gratuit et sans restriction à la base de connaissances de la Banque mondiale. Au cours de l'année à venir, des informations supplémentaires, notamment des documents rédigés dans d'autres langues que l'anglais et des liens conduisant à d'autres ensembles de données, seront ajoutés au répertoire.

De par ses efforts de promotion du partage des connaissances, la Banque mondiale est devenue la première grande organisation internationale à exiger le libre accès aux sources de savoir et à adopter le système de licences libres « Creative Commons » pour ses produits de recherche et de savoir. Le répertoire et les licences *Creative Commons* font partie intégrante de la nouvelle politique de libre accès en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2012.

La Banque a communiqué des données aux organisations *Publish What You Fund* et *One World Trust* qui produisent des rapports sur le degré d'ouverture et de responsabilité des bailleurs de fonds. En 2012,

Publish What You Fund a décerné à la Banque mondiale la note la plus élevée de tous les organismes donateurs multilatéraux et bilatéraux pour la transparence de l'aide.

COMMUNICATION DES RÉSULTATS ET MISE À DISPOSITION DES DONNÉES

Conformément à sa stratégie axée sur les résultats, la responsabilité et l'ouverture, la Banque mondiale a publié en septembre 2011 sa première fiche de performance institutionnelle. Cette fiche est conçue pour donner un aperçu de la performance globale de la Banque mondiale, et notamment de la modernisation de ses processus opérationnels, dans le contexte des résultats obtenus au plan du développement. Elle facilite le dialogue stratégique entre la direction et le Conseil d'administration sur les progrès réalisés et les domaines qui requièrent de l'attention.

Depuis avril 2012, une version électronique de la fiche de performance est diffusée, qui permet aux utilisateurs d'accéder directement aux indicateurs, aux données ventilées en fonction de leur source — Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) ou Association internationale de développement (IDA), région ou pays — pour certains indicateurs ou séries chronologiques, ainsi qu'à une présentation visuelle des données. On y trouve également des définitions, des indications de sources et des liens conduisant à des sources d'informations supplémentaires et à d'autres ressources pertinentes (voir <http://corporatescorecard.worldbank.org>). (Il est prévu d'apporter de nouvelles améliorations au système durant l'exercice 13, qui permettront notamment de télécharger des données conformément aux normes de libre accès et de ventiler les données par secteur).

En février 2012, la Banque mondiale a publié de nouvelles estimations sur la pauvreté accessibles à tous grâce au système PovcalNet (voir <http://research.worldbank.org/PovcalNet>). (Le premier objectif du Millénaire pour le développement — à savoir réduire de moitié la proportion de la population vivant dans la pauvreté extrême — a été atteint au cours de l'exercice 10, soit bien avant l'échéance prévue de 2015).

Nous avons également lancé cette année un nouvel outil de mesure de l'intégration financière dans le monde. La base de données sur l'intégration financière mondiale (Global Findex) est une série d'indicateurs permettant de mesurer l'épargne, les emprunts, les paiements et la gestion des risques chez les adultes de 148 pays. Les indicateurs *Global Findex* constituent la première réalisation majeure d'un programme décennal appuyé par la Fondation Bill et Melinda Gates (voir <http://www.worldbank.org/globalindex>).

En favorisant les contacts et en offrant le moyen de se renseigner sur ce qui se fait ailleurs dans le monde, de telles initiatives aident les décideurs et les spécialistes à élaborer des solutions de développement viables axées sur les résultats.

Pour la première fois en 30 ans, la Banque mondiale a lancé en février 2012 un nouvel instrument de prêt : le Programme pour les résultats (PforR). Cet instrument novateur, fruit des entretiens tenus avec les autorités publiques, les organisations de la société civile et les parties prenantes d'une quarantaine de pays, établit un lien direct entre le décaissement des fonds et l'obtention de résultats prédéfinis et vérifiables (voir <http://www.worldbank.org/PforR>).

Le P4R aide les pays à améliorer la conception et la mise en œuvre de leurs programmes de développement. En consultation avec la Banque, les clients définissent les résultats à atteindre dans le cadre de l'opération appuyée par le P4R. Ce nouvel instrument permet d'axer davantage l'aide technique et financière de la Banque mondiale sur le développement institutionnel, en particulier sur les capacités requises pour assurer le suivi des résultats et améliorer les systèmes de dépenses publiques des pays. Enfin, le P4R aide aussi les pays à renforcer leurs systèmes fiduciaires et leurs mécanismes nationaux de sauvegarde.

AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE ET APPUI AUX OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Le financement basé sur les résultats s'avère prometteur dans tous les secteurs. Dans le secteur de la santé, par exemple, il améliore l'aptitude



Ghana

Photo : Jonathan Ernst

des pays à suivre leurs progrès et à évaluer leurs résultats dans la poursuite des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), en particulier les objectifs 1c (réduire de moitié d'ici 2015 la proportion d'êtres humains souffrant de la faim), 4 (réduire la mortalité infantile) et 5 (améliorer la santé maternelle). L'IDA — l'institution de la Banque mondiale qui vient en aide aux pays les plus pauvres — encourage de plus en plus les pays à procéder à des évaluations rigoureuses de l'impact des innovations et des programmes de financement basés sur les résultats dans le domaine de la santé. Au cours de la dernière décennie, les efforts déployés par l'IDA dans le secteur de la santé ont permis de donner accès aux thérapies antirétrovirales à 1,5 million d'adultes et d'enfants infectés au VIH, d'offrir des soins prénatals à 55 millions de femmes, d'acheter et de distribuer plus de 34 millions de moustiquaires pour lutter contre le paludisme, de vacciner près de 500 millions d'enfants, et d'accomplir bien plus encore (voir <http://www.worldbank.org/health>).

L'assainissement et la qualité de l'eau sont des conditions essentielles à la santé des populations. Le monde a franchi une étape cruciale au cours de l'exercice 12 en atteignant l'OMD 7 — réduire de moitié le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable. Depuis 1990, avec l'aide du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), de l'Organisation mondiale de la santé, de la Banque mondiale et d'autres organisations, plus de 2 milliards de personnes ont gagné accès à des sources d'eau potable améliorées. Durant la même période, 1,8 milliard ont pu accéder à de meilleurs services d'assainissement. Quelque 2,5 milliards d'êtres humains restent néanmoins privés de systèmes d'assainissement, et au moins 780 millions n'ont toujours pas accès à des sources d'eau de meilleure qualité.

Étant donné le rôle crucial de l'eau dans un très grand nombre de domaines, il est essentiel de mieux gérer cette ressource pour pouvoir atteindre la plupart des objectifs de développement. La Banque mondiale est la plus importante source externe de financements pour les projets dans le secteur de l'eau. Elle a consacré une enveloppe totale de 3,6 milliards de dollars à ce secteur durant l'exercice 12, soit 4 % du montant total de ses prêts pour l'ensemble du secteur eau,



Philippines

Photo : Danilo Pinzon

assainissement et protection contre les inondations, 3 % pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement, 2 % pour la protection contre les inondations, 2 % pour la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées, et un peu moins de 1 % pour la gestion des déchets solides.

Le financement ne constitue qu'une partie de la solution. La Banque mondiale s'emploie également à répondre aux besoins de ses clients dans les domaines du savoir et de l'innovation, et à mettre dès à présent en place les partenariats non traditionnels requis pour pouvoir relever les défis de demain. Ce travail complémentaire est appuyé en majeure partie par des programmes liés à l'eau — par exemple, le programme pour l'eau et l'assainissement (WSP), le programme de partenariat pour l'eau (WPP), le partenariat mondial pour l'aide basée sur les résultats (GPOBA), le Fonds de conseil en infrastructure publique-privée (PPIAF), le programme de coopération dans les eaux internationales de l'Afrique (CIWA) et l'Initiative pour l'eau en Asie du Sud (SAWI).

Entretemps, les pénuries d'eau s'aggravent dans beaucoup de régions à cause d'une demande croissante et des répercussions du changement climatique. Des milliards d'êtres humains sont également privés d'autres moyens essentiels au progrès ou à la survie. Près d'un milliard de ruraux sont privés de routes praticables en toutes saisons. Dans des milliers de villages d'Afrique et d'Asie, la nuit tombée, les gens veillent encore à la lueur des lampes à pétrole, des chandelles ou des feux de cuisson — l'électricité n'est encore qu'un rêve pour plus de 1,3 milliard de personnes. Plus de 2,5 milliards d'êtres humains dépendent de la biomasse ou du charbon pour cuire leurs aliments ou pour se chauffer, et la pollution de l'air intérieur résultant de cette pratique cause chaque année la mort prématurée de 1,9 million de personnes — en majorité des femmes et des enfants. On estime à 1,1 billion de dollars la demande annuelle totale d'investissements dans les infrastructures et leur entretien dans les pays en développement, les besoins les plus criants étant en Afrique et en Asie.

Une nouvelle stratégie de « transformation axée sur les infrastructures » articulera jusqu'en 2015 les interventions de l'institution dans ce domaine. La Banque mondiale maintiendra son aide au renforcement des infrastructures pour répondre aux besoins essentiels ; elle portera par ailleurs une attention spéciale aux projets porteurs de transformations, et encouragera une plus grande participation financière du secteur privé. Au cours de l'exercice 12, ce type d'aide a représenté près de 40 % du volume total des prêts de la Banque mondiale et comprenait 4,5 milliards de dollars pour le secteur des transports, 5,2 milliards pour celui de l'énergie et des mines, 3,9 milliards pour le secteur de l'eau, de l'assainissement et de la protection contre les inondations, et 0,2 milliard pour le secteur information et communication.

L'éducation, objet principal des OMD 2 et 3, constitue un autre domaine d'intervention prioritaire de la Banque mondiale. Les investissements de la Banque dans ce secteur sont passés de 1,8 milliard de dollars durant l'exercice 11 à plus de 3 milliards de dollars au cours de l'exercice 12. La Banque gère actuellement un portefeuille de 9 milliards de dollars à l'appui d'opérations dans ce secteur dans 73 pays.

Le « SABER », système d'évaluation et d'analyse comparative des résultats de l'éducation, est une importante initiative lancée par la Banque mondiale pour améliorer la prestation des services d'éducation. Il recueille des données sur les politiques et les institutions des systèmes d'éducation du monde entier, et renforce la base de connaissances requise pour étayer la formulation de politiques basées sur des données d'observation.

Les principales priorités consistent à apporter des concours financiers et des conseils aux pays pour les aider à atteindre les OMD dans le domaine de l'éducation, à améliorer l'acquisition de connaissances par les étudiants et à promouvoir le développement des compétences en liant l'éducation aux marchés du travail — un objectif crucial dans le contexte actuel caractérisé par des taux de chômage élevés et une pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Au cours de l'exercice 12, la Banque mondiale a commencé à évaluer les résultats de sa nouvelle stratégie d'éducation au nombre de pays qui adoptent de nouvelles mesures pour atteindre les OMD, utilisent les outils de diagnostic du SABER, recueillent et exploitent les données du système et évaluent les acquis (voir <http://www.worldbank.org/education>).

L'édition 2012 du *Rapport sur le développement dans le monde qui a pour thème l'égalité des genres et le développement* met en relief les progrès accomplis en matière de taux de scolarisation, d'espérance de vie et d'opportunités économiques pour les femmes. Il révèle toutefois également que ces gains ne sont pas universels. En effet, dans beaucoup de régions du monde, trop de femmes meurent en couches, et on observe des taux alarmants d'avortements de filles. Les femmes manquent toujours de moyens pour se faire entendre au sein du ménage et dans les cercles politiques, et pour participer aux décisions qui les concernent directement et qui influent sur leurs familles et leurs sociétés. Leurs opportunités économiques restent très limitées.

L'action menée par la Banque mondiale pour trouver des réponses concrètes à ces enjeux et promouvoir la parité hommes-femmes s'articule autour de cinq grands thèmes stratégiques : éclairer le dialogue avec les pays sur les mesures à prendre ; améliorer les diagnostics nationaux de la problématique hommes-femmes ; renforcer les mécanismes de prêts en faveur des femmes ; investir dans la production de données sur l'égalité des sexes ; mobiliser des partenariats. La parité hommes-femmes constitue à présent un thème particulier des discussions sur IDA-16.

L'exercice en cours s'est caractérisé par le surcroît d'attention accordé au dossier de la parité hommes-femmes. La Banque mondiale a consacré environ 29 milliards de dollars, soit 83 % du volume total de ses prêts, à l'analyse des enjeux de la parité des sexes, et 208 projets, soit 80 % de l'ensemble de ses projets, prennent en compte cette problématique. La Banque mondiale continue d'évaluer la promotion de la parité hommes-femmes aux fins de l'établissement de sa fiche de performance institutionnelle et du système de mesure des résultats d'IDA-16, et produit des états trimestriels des progrès accomplis dans ce domaine (voir <http://www.worldbank.org/gender>).

La Banque mondiale s'emploie par ailleurs à améliorer la protection sociale essentielle dans le contexte économique actuel. Sa nouvelle stratégie, adoptée au cours de l'exercice 12, préconise l'élargissement des systèmes de protection sociale en faveur des populations les plus pauvres et les plus vulnérables ; l'établissement d'un portefeuille cohérent et intégré de politiques et programmes nationaux aptes à aider les gens à faire face à de multiples risques et qui peuvent être modulés en fonction de l'intensité des crises ; diverses activités reposant sur des données factuelles et encourageant le partage Sud-Sud des connaissances ; et l'amélioration de l'accès à l'emploi et aux opportunités économiques, en insistant sur le développement de la petite enfance et sur l'amélioration des compétences et de la productivité des travailleurs (voir <http://www.worldbank.org/spstrategy>).



Initiative pour les adolescentes

Photo : Simone D. McCourtie

Plus de 200 millions de femmes, d'hommes et de jeunes sont sans emploi, et plus d'un milliard occupent des emplois précaires, peu rémunérés ou informels qui leur procurent des revenus inférieurs au niveau auquel ils seraient en droit d'aspirer. Par ailleurs, la croissance démographique exigera bientôt la création de millions de nouveaux emplois chaque mois. Pour lutter contre le chômage, la Banque mondiale continue de collaborer avec un réseau de partenaires — y compris des établissements universitaires, des groupes de réflexion et des organisations du secteur privé — à la réalisation d'activités de promotion de l'emploi en s'efforçant de lier les activités de recherche et d'élaboration de politiques.

Avec l'aide de la Banque mondiale, les pays s'attachent à protéger les travailleurs et à créer des emplois, notamment par le biais de programmes de prestations de chômage, de travaux publics, de services d'emploi aux chômeurs, de formation, d'appui aux travailleurs indépendants et d'aide à l'entrepreneuriat ; d'approches intégrant des technologies novatrices ; et de mesures d'amélioration de l'accès au crédit. Le concours de la Banque mondiale prend aussi la forme de partage de connaissances, de recherche et de stratégies portant sur un vaste éventail de sujets, y compris les politiques et la réglementation du marché du travail, la productivité, l'emploi et la mobilité de la main-d'œuvre, les crises et la reprise économique, et la mondialisation (voir <http://www.worldbank.org/jobsworldeconomy>).

RÉDUCTION DE LA VULNÉRABILITÉ AUX CATASTROPHES ET RENFORCEMENT DE L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les catastrophes naturelles, souvent liées au changement climatique, ont causé de très lourdes pertes au cours de l'exercice. Les conditions climatiques défavorables (y compris la sécheresse et les inondations chroniques), la hausse des prix mondiaux du pétrole, la forte demande de produits alimentaires importés en Asie et la crise financière persistante en Europe ont contribué à l'instabilité croissante des prix mondiaux des denrées alimentaires. Les prix intérieurs sont restés élevés et volatils dans beaucoup de régions du monde, et les capacités d'absorption des chocs sont restées faibles. Si la production agricole pour l'exercice 12 et les prévisions pour l'exercice 13 ne se matérialisent pas, les prix mondiaux des denrées alimentaires pourraient augmenter rapidement. Nous devons donc rester vigilants et renforcer notre surveillance des indices précoces de crise mondiale ou régionale.

Lorsqu'une catastrophe survient, les pays pauvres sont souvent confrontés à l'urgence nécessaire d'apporter une aide aux victimes et de reconstruire les routes, les hôpitaux, les écoles, les systèmes d'irrigation et les réseaux d'électricité et d'adduction d'eau. Toutes ces tâches pèsent lourd sur leurs budgets et les obligent souvent à réduire des services

essentiels, mais non urgents. Pour éviter ce genre de situation, la Banque mondiale a accordé aux Philippines un prêt au développement de 500 millions de dollars au titre de la ligne de crédit de la BIRD pour les catastrophes — l'« option de tirage différé en cas de catastrophe » (Cat-DDO). Ce prêt, le plus important jamais accordé par la Banque mondiale au titre de la Cat-DDO, a aidé les autorités philippines à effectuer les travaux de remise en état et de reconstruction nécessaires après le passage de la tempête tropicale Sendong.

Sept des dix stratégies d'aide-pays de la Banque mondiale reconnaissent désormais les catastrophes naturelles comme un risque pour le développement. Les fonds fiduciaires ont permis d'offrir rapidement une aide d'urgence à la suite de catastrophes comme le tsunami d'Aceh, en Indonésie, ou le séisme qui a ravagé Haïti. Par exemple, le Fonds pour la reconstruction d'Haïti, qui a servi à financer les opérations de l'IDA, a permis de réaliser des contrôles de sécurité sur 400 000 habitations, d'accorder des dons pour les travaux de réparation et de reconstruction, de stabiliser les opérations des administrations publiques, de lutter contre une épidémie de choléra et de faciliter le retour à l'école de milliers d'enfants.

Pour faire face aux risques croissants résultant de la variabilité et du changement climatiques qui menacent de remettre en question les acquis du développement, la Banque mondiale a décidé de promouvoir, dans l'ensemble de ses stratégies et opérations, un développement qui soit à la fois à faible intensité de carbone et à l'épreuve du climat. Depuis l'exercice 09, toutes les nouvelles stratégies régionales et sectorielles mettent l'accent sur les mesures d'atténuation et d'adaptation. La nouvelle stratégie environnementale du Groupe de la Banque mondiale, qui a été approuvée par le Conseil en juin 2012, présente une vision d'un « monde vert, propre et résilient pour tous ». L'axe thématique portant sur le développement propre vise en priorité à aider les pays à réduire leur vulnérabilité à toute une série de risques climatiques et de catastrophes naturelles. La Banque mondiale a également multiplié les activités de recherche stratégique et de renforcement des connaissances et des capacités se rapportant au climat, comme en témoigne par exemple le lancement, en décembre 2011, de l'Initiative pour le libre accès aux données sur le climat. Cette initiative facilitera l'accès à des séries de données sur le climat, notamment par le biais du portail des connaissances sur le changement climatique et de son projet de renforcement de la résilience au changement climatique intitulé « Open Data for Resilience Initiative ».

Durant l'exercice écoulé, la Banque mondiale a accordé des financements totalisant plus de 7,1 milliards de dollars pour promouvoir un développement à faible intensité de carbone et de 4,6 milliards de dollars pour promouvoir un développement à l'épreuve du changement climatique. Ces ressources, qui ont pris la forme de prêts, de crédits et de dons, ont été réparties entre 104 projets réalisés dans 55 pays. Ces données ont été produites grâce à un nouveau système approuvé durant l'exercice 12 pour mesurer les financements qui favorisent l'adaptation à l'évolution du climat et l'atténuation des changements qui en résultent, et qui permet à la Banque de faire état d'une manière cohérente et transparente de l'ensemble de ses engagements financiers touchant au domaine du changement climatique.

Le recours à l'hydroélectricité et aux autres sources d'énergie renouvelable, ainsi que l'amélioration du rendement énergétique des systèmes de chauffage et d'électricité, sont des conditions essentielles au développement durable. Le montant total des ressources engagées par la Banque mondiale en faveur de l'hydroélectricité et des autres énergies renouvelables a augmenté de 337 % entre les exercices 07 et 12 (de 0,4 à 1,9 milliard de dollars). Au cours de la même période, ses engagements en faveur de l'efficacité énergétique dans les domaines du chauffage et de l'électricité sont passés de 0,1 à 0,3 milliard de dollars. Ces financements sont consacrés à des programmes tel que celui qui a été mis en œuvre au Bangladesh, qui a permis depuis 2003 d'installer 1,4 million de systèmes solaires à usage domestique dans les foyers de ménages ruraux à faible revenu et de démontrer qu'il est possible de recourir aux sources d'énergie propre pour étendre les services d'électricité et changer la vie des gens.

En partenariat avec d'autres banques multilatérales de développement, la Banque mondiale a intensifié les activités et l'exécution des



Mongolie

Photo : Dave Lawrence

projets financés par les 7,2 milliards de dollars des Fonds d'investissement climatiques (CIF), qui allouent 2,2 milliards de dollars au Fonds climatique d'investissement stratégique et 5 milliards au Fonds pour les technologies propres, chaque dollar investi par les CIF permettant de mobiliser 8 dollars de cofinancement d'autres sources. Les comités des FIC ont approuvé globalement des investissements de 2,1 milliards pour de nouveaux projets conçus pour aider les pays en développement à réduire les effets du changement climatique et à s'y adapter.

Grâce aux fonds qu'elle mobilise sur les marchés des capitaux, la Banque mondiale continue d'appuyer des projets novateurs d'investissement soutenable sur le plan climatique. Elle a ainsi émis plus de 3 milliards de dollars d'obligations vertes dans le cadre de près de 50 transactions sur obligations en 17 devises différentes depuis le lancement de ce nouvel instrument en 2008.

La Banque mondiale intervient également en qualité d'administrateur fiduciaire de 13 fonds et mécanismes carbone (dotés d'un peu plus de 3 milliards de dollars) qui servent à financer les projets d'atténuation des effets du changement climatique. Quelque 160 projets actifs devraient conduire à une réduction totale estimée de 229 millions de tonnes métriques de dioxyde de carbone ou d'une quantité équivalente d'autres gaz à effet de serre, 78 % de ces réductions devant se matérialiser d'ici 2013. En décembre 2011, la Banque mondiale a annoncé la création de deux nouveaux mécanismes visant à aider les pays les moins développés à se procurer des fonds aux fins d'investissements sobres en carbone et à leur permettre de participer aux transactions effectuées sur le marché du carbone après 2012. La troisième tranche du Fonds biocarbone (BioCF T3) mettra l'accent sur des projets paysagers et de reboisement qui procurent des avantages connexes, tels que la réduction de l'érosion des sols et l'augmentation de leur fertilité. En vertu de l'Initiative Ci-Dev (Carbon Initiative for Development), des entités des secteurs public et privé s'engagent à appuyer des projets de renforcement des capacités et de développement du marché des émissions de carbone dans les pays les plus pauvres du monde.

Conformément à son engagement à réduire son « empreinte environnementale » et à maintenir un bilan carbone neutre, la Banque mondiale, mesurée, réduit et compense les émissions de gaz à effet de serre (GES) associées à ses installations et activités (grandes réunions et transport aérien) dans le monde entier, et fait état de ses résultats en ces matières. Durant l'exercice écoulé, elle a atteint l'objectif qu'elle s'était fixé de réduire les émissions de GES de ses bureaux à Washington de 7 % par rapport au niveau de référence de 2006, et elle travaille à la définition d'un nouvel objectif. Le volume total des émissions générées au cours de l'exercice 11 par l'ensemble des installations de la Banque mondiale — y compris les voyages d'affaires et les grandes réunions — a représenté environ 160 484 tonnes d'équivalent carbone. De plus amples détails sont publiés annuellement dans les rapports de la Banque mondiale ayant

trait au développement durable, conformément à des normes internationales telles que l'Initiative mondiale sur les rapports de performance et le Projet de divulgation des émissions carbone (Carbon Disclosure Project – CDP) (voir <http://crinfo.worldbank.org>).

La promotion de l'éthique est un autre aspect important de l'action de la Banque mondiale. Dans le cadre des efforts plus soutenus qu'elle déploie pour éviter la fraude et la corruption dans l'exécution des projets présentant des risques élevés, elle a organisé la deuxième réunion de l'Alliance des traqueurs de corruption (International Corruption Hunters Alliance) afin d'encourager ses membres à utiliser les outils et les ressources de la technologie pour renforcer la lutte contre la corruption mondiale. Une nouvelle application pour la promotion de l'intégrité qui est en cours d'élaboration permettra aux utilisateurs de dénoncer directement les cas de fraude ou de corruption éventuels dans les projets financés par la Banque mondiale grâce à une permanence téléphonique (« Hotline ») créée à cette fin.

En mai 2012, le Conseil des sanctions de la Banque mondiale a annoncé sa décision de radier huit entreprises à l'issue d'enquêtes menées dans un certain nombre de pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie du Sud et du Moyen-Orient. Le nombre total d'entreprises ainsi radiées par la Banque mondiale au cours de l'exercice s'établit à 84. L'application durant l'exercice d'un accord d'exclusion croisée intervenu entre la Banque mondiale et d'autres banques multilatérales de développement est venue encore renforcer les effets de ce système et confirmer avec force, dans l'ensemble du monde en développement, que les cas de fraude et de corruption qui ont une incidence sur les ressources de développement ne resteront pas impunis.

AIDE AUX PERSONNES AUX PRISES AVEC LA VIOLENCE, LES CONFLITS ET LA FRAGILITÉ

Quelque 1,5 milliard d'être humains vivent dans des pays ou des régions touchés par des conflits violents. Lutter contre la pauvreté dans ces conditions est particulièrement difficile. La Banque mondiale a recours à divers moyens pour aider les pays à élaborer des stratégies qui leur permettent de prévenir, gérer ou surmonter les situations de violence, de conflit ou de fragilité. Par exemple, en juillet 2011, elle a inauguré le Centre mondial sur les conflits, la sécurité et le développement (CCSD). Doté d'agents à Nairobi (Kenya), ainsi qu'à Washington et à New York, le CCSD vient en aide aux pays et leur permet d'accéder aux recherches et connaissances les plus récentes sur les approches qui donnent de bons résultats dans des contextes d'instabilité, tandis que la Banque mondiale s'emploie à mettre en pratique les recommandations de l'édition 2011 *du Rapport sur le développement dans le monde* intitulé « *Conflits, sécurité et développement* ».

Les fonds fiduciaires de la BIRD et de l'IDA viennent compléter les activités opérationnelles de la Banque mondiale visant le renforcement des capacités et des institutions, l'aide aux groupes pauvres et vulnérables et la coordination de l'aide. En sa qualité d'administrateur du Fonds multidonateurs pour la construction de la paix et de l'État, la Banque mondiale gère un portefeuille de 53 dons en faveur de 26 pays d'une valeur totale d'environ 118,8 millions de dollars. Près de la moitié des projets sont réalisés dans la région Afrique, 22 % dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, et 12 % dans la région Amérique latine et Caraïbes. La Banque gère également le Fonds fiduciaire coréen pour le développement économique et la consolidation de la paix (Korea Trust Fund for Economic and Peacebuilding Transitions), dont les activités se concentrent dans la région Asie de l'Est et Pacifique.

En décembre 2011, 37 pays et organisations internationales, y compris la Banque mondiale, ont adopté une Nouvelle donne pour l'appui international aux États fragiles. Ce nouveau cadre recommande en particulier de privilégier la réalisation d'évaluations de la fragilité par les pays concernés, d'appuyer davantage les processus politiques, de soutenir plus efficacement le renforcement des capacités, d'accroître la transparence de l'aide et de veiller à ce qu'elle soit plus prévisible et fournie en temps opportun.